

# **L'Association du barreau et les Syndicats palestiniens de professeurs d'université exhortent la Société européenne de droit international à déplacer son Forum de recherche en dehors de l'Université hébraïque**

BDS – le 13 décembre 2017 – par l'Association du barreau palestinien et la Fédération palestinienne des syndicats des professeurs et employés d'université

L'Association du barreau palestinien et la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés d'université (PFUUPE) demandent à la Société européenne de droit international (SEDI) de déplacer son prochain Forum de recherche en dehors de l'Université hébraïque

Chers membres du Conseil d'administration de la Société européenne de droit international,

Nous vous écrivons au nom de l'Association du barreau palestinien, qui représente 10 300 avocats, et de la Fédération palestinienne des syndicats de professeurs et employés d'université (PFUUPE), qui représente plus de 6000 membres universitaires palestiniens dans 13 établissements d'enseignement supérieur dans le territoire palestinien occupé, pour vous exhorter à déplacer le Forum de recherche de la Société européenne de droit international (SEDI) prévu à l'Université hébraïque, en dehors d'Israël.

Nous sommes, très franchement, choqués que la SEDI, une organisation qui se voue à l'étude et à la promotion du droit international, envisage d'organiser un événement universitaire dans un établissement académique qui se rend directement complice des violations graves et continues du droit

international par Israël.

Nous nous faisons l'écho de la déclaration du Conseil des organisations palestiniennes de défense des droits de l'homme (PHROC), qui comprend dix des plus éminents groupes palestiniens de défense des droits de l'homme fondés sur le droit international, condamnant la décision de la SEDI comme un « *affront à la primauté du droit, et à toutes celles et ceux qui croient dans les droits et la dignité des hommes* », et comme « *une approbation retentissante* » des 50 ans d'occupation militaire israélienne.

La déclaration du PHROC constate que le campus du Mont Scopus de l'Université hébraïque « *se trouve sur le territoire palestinien et en partie sur des propriétés privées palestiniennes qui ont été saisies* » dans Jérusalem-Est, et qu' « *il s'intègre dans un projet de colonies de peuplement illégales d'Israël : il fournit logement et emploi à des ressortissants de la puissance occupante, et il profite de l'infrastructure des colonies de peuplement de Jérusalem-Est. Il est l'un des points d'ancrage de l'activité de colonisation dans la région* ».

Nous sommes de plus alarmés par les tentatives grossières de la SEDI de remédier à ce qu'elle reconnaît clairement comme la nature problématique de sa décision, notamment en encourageant les universitaires palestiniens à être présents à la conférence.

Cela témoigne d'une stupéfiante insensibilité à l'égard des universitaires palestiniens et des membres de nos syndicats qui ont vu leurs universités et écoles bombardées, attaquées et mises à sac par l'armée d'Israël, ils ont subi les indignités des check-points militaires israéliens, et ils se sont vus refuser le droit élémentaire de se déplacer à l'intérieur du territoire palestinien occupé, et ils ont été empêchés de se rendre à l'étranger pour faire avancer leur recherche ou participer à des conférences.

L'Université hébraïque entretient des liens étroits avec les autorités israéliennes qui mènent des attaques directes contre le droit des Palestiniens à l'éducation, accordant des privilèges spéciaux aux soldats israéliens et au personnel de sécurité, et collaborant avec l'armée israélienne en formant ses officiers et ses recrues.

**Ce n'est pas un endroit pour un événement universitaire international quel qu'en soit le thème, et encore moins si c'est le droit international.**

Plus de cent juristes universitaires et avocats internationaux ont signé une déclaration demandant à la SEDI de reconsidérer sa décision, et s'engageant à ne pas participer au Forum de recherche comme ils l'avaient prévu.

Nous avons eu connaissance qu'un membre du comité organisateur pour le Forum de recherche s'en est retiré le mois dernier, en déclarant que « *malgré la bonne volonté de toutes les personnes impliquées, la présence même de la SEDI à l'Université hébraïque de Jérusalem demeure objectivement un problème* » et que les mesures appliquées pour le minimiser « *ne peuvent faire oublier le fait que pour beaucoup en Palestine, en Israël et au-delà, tenir notre Forum de recherche à l'HUJI (Université hébraïque de Jérusalem en Israël) servira à normaliser et à rendre plus acceptable la politique coloniale d'Israël* ». Nous le louons pour cette décision de principe.

Nous vous demandons de faire preuve de solidarité avec vos collègues palestiniens en déplaçant l'évènement à l'extérieur d'Israël jusqu'à ce qu'Israël respecte les droits des Palestiniens garantis par le droit international que la SEDI prétend promouvoir.

Sincèrement,

L'Association du barreau palestinien

La Fédération palestinienne des syndicats des professeurs et employés d'université (PFUUPË)

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : JPP pour BDS France